

Peut-on faire confiance aux économistes pour résoudre le problème du changement climatique ?

À propos du livre d'Antonin Pottier, *Comment les économistes réchauffent la planète*, Éditions du Seuil, collection « Sciences humaines », 2016

Par Franck AGGERI

Professeur à Mines ParisTech - Institut Mines-Télécom, PSL Research University, CGS-i3, UMR CNRS 9217

Les politiques climatiques constituent un terrain d'expérimentation privilégié pour les économistes. Différents instruments économiques (comme les marchés du carbone, les taxes carbone ou encore l'analyse coût-bénéfice) inspirés par les théories économiques néoclassiques ont été testés à grande échelle. Or, l'omniprésence du discours économique et son influence auprès des décideurs publics ne vont pas sans soulever d'importantes questions.

C'est à un examen critique serré de la théorie néoclassique et des effets du discours économique issu de cette théorie sur le changement climatique que s'attache cet essai.

Son auteur, Antonin Pottier, est un jeune économiste du Centre d'économie industrielle (CERNA) de Mines ParisTech, qui a fait sa thèse sur ce sujet.

Il étudie dans son ouvrage l'histoire des théories économiques sur le climat : il décortique à la fois les articles académiques majeurs consacrés à cette question (avec leurs présupposés et leurs hypothèses implicites) et les plus connues des études économiques qui en ont été tirées à destination des décideurs publics.

Remarquable de clarté et de rigueur, ce livre est un résumé pédagogique de sa thèse destiné à un large public. Il est précédé d'une préface, d'un style enlevé, de

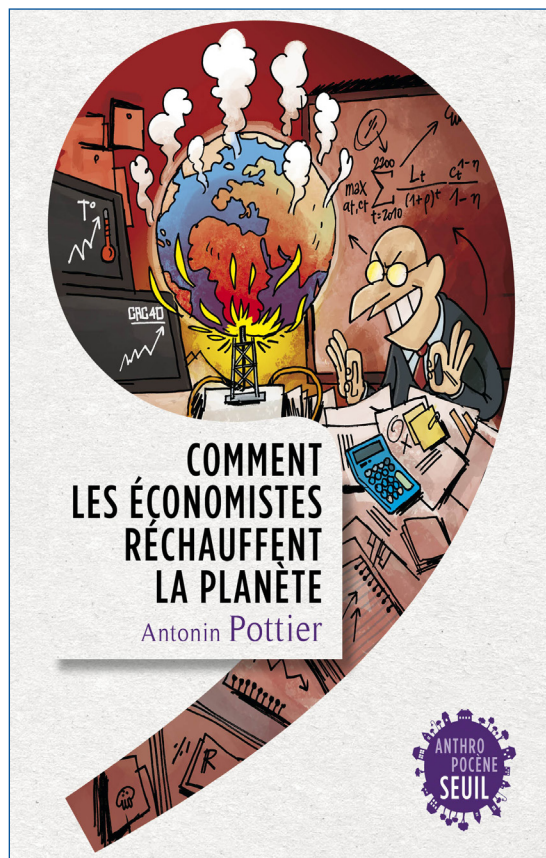
au bon usage de la science économique.

La question qui traverse ce livre est simple : peut-on faire confiance aux économistes néoclassiques pour résoudre le problème du changement climatique ?

À cette question, la réponse est claire et peut être ainsi résumée : les économistes ont fait perdre vingt ans aux politiques de lutte contre le changement climatique en minimisant les conséquences du changement climatique et en promouvant des solutions – telles qu'un prix mondial unique du carbone – politiquement irréalistes.

Plus généralement, l'auteur conteste la prétention des économistes à se placer au-dessus des autres sciences en proposant des modélisations économiques qui s'affranchissent de toute contrainte matérielle.

Le livre se distingue par la qualité et la profondeur de ses réflexions empiriques, épistémologiques et historiques. L'auteur décortique la rhétorique économique, qui fait en permanence des allers et retours entre des théories abstraites (infalsifiables, car fondées sur des faits stylisés) et un discours économique à destination des pouvoirs publics



l'Économiste en chef de l'Agence Française de Développement (AFD), Gaël Giraud, qui considère, à juste titre, qu'il s'agit là d'un ouvrage de référence pour réfléchir

vantant les vertus du « marché » comme mécanisme producteur d'ordre social et d'efficacité. À cette aune, le changement climatique n'est qu'une question de second ordre, qui ne remet pas en cause l'efficacité des marchés.

Il analyse la manière dont la théorie néoclassique, au départ peu friande des questions climatiques, s'est emparée de celles-ci au cours des années 1970 et 80 pour imposer une doxa dont les présupposés ne sont jamais questionnés. Il attribue le succès de ces théorisations auprès des décideurs publics à la simplicité des préconisations qui en découlent.

Pour les économistes néoclassiques, la solution à apporter au changement climatique passe par l'élaboration d'incitations économiques susceptibles d'adresser les « bons » signaux aux acteurs économiques. Le consensus qui prévaut parmi eux consiste à dire que la solution la plus efficace est l'adoption d'un prix mondial unique du carbone, censé permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre à moindre coût. Martelée à longueur de temps, cette idée d'un prix unique du carbone s'est imposée dans les négociations climatiques internationales. Elle est régulièrement reprise aussi bien par les dirigeants politiques que par les grandes entreprises qui nous expliquent qu'en l'absence d'un tel prix unique tout changement de modèle économique serait illusoire.

Antonin Pottier démontre que cet objectif du prix unique est une chimère, car il est politiquement irréaliste. Il raconte d'abord les déboires rencontrés depuis plus de vingt ans tant pour instaurer une taxe carbone que pour mettre en place des marchés de permis d'émission négociables. Dans les deux cas, les solutions concrètes sont très éloignées des principes théoriques. Quant au marché du carbone européen, les bricolages et les dérives sont tels qu'ils ont produit l'effet contraire de celui qui était recherché : un prix tellement bas qu'il décourage les investissements de long terme en matière de décarbonation.

Plus généralement, l'auteur indique que le prix unique du carbone est une solution injuste qui pénalise les pays en voie de développement et les secteurs fortement émetteurs de gaz à effet de serre, et, qu'en outre, beaucoup de pays n'ont absolument aucun intérêt à sa mise en place. Cette chimère a détourné l'attention au détriment d'autres stratégies, plus locales, de réduction des gaz à effet de serre qui se fondent, à l'instar de la politique suédoise, sur une combinaison de mesures administratives et économiques et de stratégies de planification territoriale, d'innovation et d'accompagnement.

Il analyse ensuite l'impact de l'analyse coût-bénéfice, qui a été massivement utilisée par les décideurs publics pour évaluer l'impact économique du changement climatique. Contrairement à l'analyse coût-efficacité, qui rapporte les coûts de réduction des émissions de gaz à effet de serre à des objectifs politiques définis par ailleurs (« quel est le coût d'un scénario +2°C en 2050 ? »), l'analyse coût-bénéfice, que les économistes promeuvent activement, ambitionne de calculer de façon endogène un niveau optimal du réchauffement climatique : par ce biais, l'économie revendique une position centrale dans la décision publique.

Mais comment ces analyses coût-bénéfice fonctionnent-elles ? Et que nous disent-elles ?

Récapitulant les résultats de ces études, Antonin Pottier souligne qu'elles conduisent à minimiser l'impact du changement climatique, en contradiction complète avec toutes les autres études scientifiques qui soulignent les effets irréversibles du changement climatique sur la disparition d'espèces animales et végétales, sur l'élévation du niveau des océans, sur la survenue d'événements climatiques extrêmes et sur les risques de déplacements de population occasionnés par ces changements.

Ainsi, les analyses coût-bénéfice considèrent, en moyenne, que le réchauffement climatique optimal par rapport à 1990 dépasse les 4°C, alors que les autres scienti-

fiques considèrent qu'au-delà de 2°C, les dommages subis seraient irréversibles et dangereux pour le devenir de l'humanité.

Comment expliquer un tel écart ?

L'auteur explique que cela tient aux hypothèses implicites retenues par les modèles économiques, qui supposent une parfaite substituabilité du capital naturel par d'autres types de capitaux et considèrent possible une adaptation totale des populations à ces changements.

Des régions entières deviennent inhabitables (par exemple, l'Afrique), et d'autres régions deviendront fertiles (par exemple, la Sibérie) !

Les coûts (ou les pertes) générés par le premier phénomène seraient compensés – sur le papier – par les bénéfices associés au second...

Ainsi, le bilan économique du changement climatique serait une somme actualisée de + et de - s'équilibrant sans friction aucune. Même dans un scénario à + 6°C, l'impact économique du changement climatique est estimé (dans le pire des scénarios) à moins de 10 % du PIB mondial.

L'auteur souligne l'irréalisme de ces analyses qui ne tiennent pas compte d'incertitudes radicales dans le cas de changements climatiques d'une telle ampleur.

Pour mieux faire comprendre son point de vue, il procède à un raisonnement par l'absurde : que serait le climat de la Terre si les températures baissaient en moyenne de 6°C ? Il indique que cela correspondrait, *grosso modo*, au climat qu'ont connu les hommes au temps des grandes glaciations, il y a de cela quelques dizaines de milliers d'années. Or, à l'époque, la plupart de la surface du globe était inhabitable...

Autre défaut congénital de ces analyses : leur recours à l'actualisation pour comparer les coûts et les bénéfices futurs. Ce mécanisme conduit inévitablement à considérer comme quantités négligeables les impacts éloignés dans le temps, ce qui induit de fait une préférence pour le présent.

Quelles sont les voies de réflexion alternatives ?

L'auteur en esquisse brièvement quelques-unes dans sa conclusion. Il en identifie deux principales.

Première piste : abaisser le coût du capital. L'investissement dans des infrastructures bas carbone (comme celles permettant la production d'énergies renouvelables) se caractérise par des dépenses en capital initial plus importantes que dans le cas des équipements traditionnels (comme les turbines à gaz ou les centrales thermiques classiques au charbon), souligne-t-il. Donc, le coût du capital est une variable importante pour faire baisser le prix des énergies renouvelables. Pour le réduire, l'auteur suggère que les pouvoirs publics utilisent des instruments ciblant la réduction du risque, mais sans que cette proposition soit davantage détaillée.

Deuxième piste : s'orienter vers des modélisations interdisciplinaires. En dressant un bref historique de la pensée économique sur le climat, l'auteur montre que d'autres options théoriques que l'analyse coût-bénéfice (prometteuses, quant à elles) sont possibles. Il rappelle ainsi les travaux de Robert Ayres ou ceux de Nicholas Georgescu-Roegen, qui, dans les années 1970, ont proposé des modélisations bioéconomiques, dans lesquelles les flux monétaires n'étaient pas séparables des flux de matières et de ressources (qui en constituent, en quelque sorte, le dual). Dans cette approche, l'économie n'est plus dématérialisée comme dans la théorie néoclassique. Elle est réencastrée dans les systèmes biophysiques qui la conditionnent.

Dans cette perspective, l'auteur milite en faveur d'une approche plus modeste de l'économie qui

ne se considérerait plus au-dessus des autres sciences, mais qui travaillerait de concert avec elles pour élaborer des modèles couplant données économiques et données biophysiques.

Il souligne également l'intérêt d'exercices systématiques de comparaison des modèles (à l'instar de ceux que pratique l'*Energy Modelling Forum*) pour comprendre, au-delà des détails de chaque modélisation, les hypothèses qui influent sur les résultats : ce que l'économie perdrait en normativité, elle le gagnerait en réalisme et en pertinence.

Pour conclure, on ne peut que recommander la lecture de cet essai stimulant et salutaire qui pose un regard distancié et étayé sur les dérives de l'économisme et sur sa myopie, mais qui n'omet pas de proposer des pistes de réflexion alternatives.